



**APPEL À MANIFESTATION D'INTERÊT N° 002/ADM/SIGAMP/FR/2026 EN VUE DU
RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR LE CONSEIL FISCAL AU
FONDS ROUTIER**

1 - CONTEXTE

Le Gouvernement de la République du Cameroun, dans le souci de promouvoir et de consolider une croissance économique durable, a créé avec l'appui des partenaires au développement, un Etablissement Public Administratif de type particulier dénommé « Fonds routier ». Opérationnel depuis le 1^{er} janvier 1999, le Fonds routier est placé sous la tutelle financière du Ministre chargé des Finances et sous la tutelle technique du Ministre chargé des routes.

Le Fonds routier est un mécanisme pérenne de financement des programmes de protection du patrimoine routier national, de prévention et sécurité routière, et d'entretien routier institué par la loi 96/07 du 08 avril 1996. La loi 2004/021 du 22 juillet 2004 a élargi ces missions aux opérations de réhabilitation et d'aménagement des routes dans le cadre d'un guichet distinct et indépendant de celui destiné à l'entretien.

Jusqu'en 2018, la programmation des travaux du Guichet Entretien se faisait hors taxes. Il était stipulé sur les marchés découlant de cette programmation que « seul le décompte hors TVA sera réglé à l'entrepreneur. Le décompte du montant des taxes fera l'objet d'une écriture d'ordre entre les budgets du Ministère ordonnateur et celui en charge des finances ».

Depuis le 1^{er} janvier 2021, les ressources destinées à financer les projets du Guichet Investissement sont virées à la Paierie Spécialisée du MINTP/MINHDU. Ces ressources étaient précédemment virées dans un compte du Fonds routier logé à la Paierie Générale du Trésor net de la TVA et de l'AIR. Ces impôts et taxes sont retenues à la source par les paieries et font l'objet d'une écriture d'ordre entre les budgets du Ministère ordonnateur et celui en charge des finances.

Dans le cadre du suivi de ses obligations fiscales au titre de l'exercice 2026, le Fonds Routier envisage de recourir à l'accompagnement d'un conseil fiscal.

2 - OBJECTIF DE LA MISSION**2.1 - OBJECTIF GLOBAL**

L'objectif de la mission est de permettre au Fonds routier de renforcer le système de veille fiscale tant au niveau des travaux que du fonctionnement, lui permettant de s'acquitter de ses obligations fiscales et sociales à temps.

2.2 - OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

De manière spécifique, il s'agira :

- d'avoir un dispositif opérationnel de veille fiscale ;
- d'être à jour avec l'administration fiscale et la CNPS.

3 - MISSION ET PRESTATIONS ATTENDUES

Le Consultant devra assister le Fonds routier dans la gestion optimale des impôts, taxes et cotisations sociales à reverser à l'administration fiscale Camerounaise et à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale.

La période couverte par les prestations s'étend sur 12 mois. À ce titre, le Consultant aura pour mission de :

- faire une revue mensuelle de toutes les déclarations fiscales et sociales élaborées par le Fonds routier ;
- donner une appréciation sur les bases d'imposition utilisées par le Fonds routier et proposer les optimisations éventuelles ;
- proposer une synthèse des revues effectuées au cours de l'année et proposer des régularisations le cas échéant ;
- faire un cadrage des opérations fiscales et sociales en fin d'exercice ;
- accompagner le Fonds routier lors des contrôles de l'administration fiscale et de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale ;
- présenter une économie de l'actualité fiscale en rapport avec les activités du Fonds routier ;
- renforcer les capacités de certains personnels sur les innovations et les procédures fiscales ;
- assurer l'accompagnement du Fonds routier dans la gestion des événements contentieux fiscaux.

4 - RÉSULTATS ATTENDUS

À l'issue de la mission, les résultats suivants sont attendus :

- un dispositif opérationnel et pérenne de veille fiscale et sociale est mis en place et fonctionnel au sein du Fonds Routier ;
- l'ensemble des déclarations fiscales et sociales du Fonds Routier est régulièrement revu, fiabilisé et conforme à la réglementation en vigueur ;
- le Fonds Routier est à jour de ses obligations fiscales et sociales vis-à-vis de l'administration fiscale et de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) ;
- les bases d'imposition appliquées aux opérations de fonctionnement et aux travaux sont sécurisées, justifiées et optimisées, dans le respect strict de la législation fiscale ;
- les risques fiscaux et sociaux sont identifiés, maîtrisés et significativement réduits ;
- les opérations de clôture fiscale et sociale de fin d'exercice sont correctement cadrées et sécurisées ;
- le Fonds Routier bénéficie d'un accompagnement efficace lors des contrôles fiscaux et sociaux, incluant l'assistance technique et la défense de ses intérêts ;
- les contentieux fiscaux éventuels sont suivis, analysés et gérés de manière proactive et professionnelle ;
- les personnels concernés voient leurs capacités renforcées sur les innovations, procédures et bonnes pratiques fiscales et sociales ;
- l'Administration du Fonds dispose d'avis techniques fiables et d'outils d'aide à la décision en matière fiscale et sociale.

5 - LIVRABLES

Le Consultant produira les livrables ci-après :

- un rapport mensuel validé par l'équipe projet ;
- un rapport trimestriel validé par la Commission de suivi des recettes ;
- un rapport final de chaque phase ;
- tout avis technique susceptible d'aider le Maître d'ouvrage dans sa prise de décision en matière fiscale.

6 - DURÉE DE LA MISSION

La durée prévisionnelle de la mission est huit (08) mois.



7 - PROCÉDURE DE SÉLECTION

Le consultant sera sélectionné suivant la procédure définie par les articles 117 et 118 du décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant codes des marchés publics relativement aux modalités de recrutement des consultants individuels.

8 - DOSSIER DE CANDIDATURE

Les Consultants intéressés sont invités à manifester leur intérêt pour la réalisation de la mission. À cet effet, pour être recevable, le dossier de candidature devra impérativement comporter les pièces suivantes :

8.1 - Pièces administratives :

- une lettre de manifestation d'intérêt datée et signée ;
- une copie de l'attestation d'immatriculation ;
- une copie certifiée du registre de commerce ;
- une attestation de non faillite (de moins de 3 mois) ;
- une attestation pour soumission de la CNPS de non-redevance (de moins de 3 mois) ;
- une copie de l'attestation de conformité fiscale (de moins de 3 mois).

8.2 - Offre technique :

- Un curriculum vitae détaillé et signé de l'expert proposé ;
- Une copie certifiée conforme du diplôme en fiscalité, délivrée par l'autorité compétente ;
- Les pièces justificatives des références professionnelles pertinentes (procès-verbaux de réception, copies des premières et dernières pages des contrats, ou tout autre document équivalent).
- L'offre technique détaillée présentant la compréhension de la mission et l'approche méthodologique proposée.

9 - CRITÈRES DE PRÉQUALIFICATION

La préqualification se fera sur la base des critères ci-après :

A- Qualifications de l'Expert 95 pts

La mission sera réalisée par un Expert en fiscalité.

La grille de notation est définie comme suit :

- titulaire d'au moins un diplôme universitaire BAC + 5 en fiscalité : **25 pts** ;
- inscription à l'ordre national des conseils fiscaux du Cameroun : **10 pts** ;
- expérience professionnelle générale : **20 pts** (2 pts/année) ;
- références en conseil fiscal : **30 pts** (6 pts/mission) ;
- références en conseil fiscal dans des administrations publiques : **10 pts** (5 pts/mission).

B - Présentation du dossier 5 pts

- sommaire, pagination : 2 pts
- lisibilité des documents présentés : 2 pts
- intercalaires : 1 pt.

Dès l'adoption du dossier de préqualification par la Commission de Passation des Marchés, le consultant classé meilleur et ayant obtenu un score d'au moins 80/100 sera notifié par le Maître d'ouvrage pour la suite de la procédure.

L'exhaustivité des pièces administratives sera exigée à l'étape suivante.

7

10 - DATE ET LIEU DE DÉPÔT DES CANDIDATURES

Le pli fermé contenant la manifestation d'intérêt en six (06) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies et portant la mention : *Appel à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Conseil fiscal. « A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »* devra être **déposé au plus tard le 17 avril 2026**, à l'adresse suivante :

FONDS ROUTIER :

Immeuble SNI 12^{ème} étage - porte 12-18 - COURRIER

BP 6221 Yaoundé - CAMEROUN

Tél. : (237) 222 22 47 52

11 - FINANCEMENT

Le financement de la mission sera assuré par le budget de fonctionnement du Fonds routier - Ligne budgétaire : 9BS612AC05/A2P1A60002/612050 - Site 03 - Exercice 2026 - Guichet Entretien.

L'Administrateur,

ESSAIE MOUSSA Aubin

19 MAR 2026



**CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST No. 002/ADM/SIGAMP/FR/2026 FOR THE
RECRUITMENT OF AN INDIVIDUAL TAX CONSULTANT FOR THE ROAD FUND**

1- BACKGROUND

In a bid to promote and consolidate sustainable economic growth, the Government of the Republic of Cameroon has created, with the support of development partners, a special Public Administrative Establishment referred to as the “Road Fund”. This institution, which has been operational since 1 January 1999, is under the financial supervision of the Ministry of Finance and the technical supervision of the Ministry in charge of roads.

The Road Fund is a permanent mechanism for financing programmes for the protection of the national roads asset prevention and safety, and road maintenance, as established by law 96/07 of 8 April 1996. Law 2004/021 of 22 July 2004 extended these missions to road rehabilitation and development operations within a separate window, which is independent from the one meant for maintenance.

Until 2018, the programming of works under *Maintenance Window* was done exclusive of taxes. It was stipulated in contracts under this programming that “only the invoice exclusive of VAT taxes should be paid to the contractor. The amount of taxes’ invoice shall be subject to a suspense entry between the budgets of the authorising ministry and the ministry in charge of finance.”

Since 1 January 2021, the resources intended to finance projects under the Investment Window are transferred to the Specialised Paymaster’s Office for MINTP/MINH DU. These were previously transferred to the Paymaster-General’s Office of the Treasury, net of VAT and AIT. These taxes are withheld at source by the paymasters’ offices and require a suspense entry between the budgets of the authorising ministry and the ministry in charge of finance.

To ensure full compliance with its tax obligations for the 2026 financial year, the Road Fund intends to seek the assistance of a tax consultant.

2- OBJECTIVE OF THE MISSION

2.1- GENERAL OBJECTIVE

The objective of the mission is to enable the Road Fund to put in place a tax monitoring system for both works and operations, that can enable the institution to meet its tax and social obligations on time.

2.2- SPECIFIC OBJECTIVES

Specifically, this involves:

- putting in place an operational tax monitoring system;
- being up to date with the tax authorities and the NSIF.

3 - MISSION AND SERVICES EXPECTED

The Consultant shall assist the Road Fund in the optimal management of taxes and social contributions that must be paid to Cameroon tax authorities and the National Social Insurance Fund.

The period covered is 12 months. As such, the consultant shall:

- carry out a monthly review of all tax and social insurance returns from the Road Fund;
- carry out an assessment of the tax bases applied by the Road Fund and propose possible optimisations;

7

- 
- present a summary of reviews carried out during the year and propose adjustments where necessary;
 - scope taxes and social insurance operations at the end of the year;
 - provide support to the Road Fund during audits by tax authorities and the National Social Insurance Fund;
 - provide a summary tax information update related to the activities of the Road;
 - build the capacity of certain staff in relation to tax innovations and procedures;
 - provide assistance to the Road Fund in the management of tax litigation.

4 - EXPECTED RESULTS

At the end of this mission, the expected outcomes shall be the following:

- An operational and sustainable system for monitoring tax and social security matters established and operational within the Road Fund;
- All of the Road Fund's tax and social security returns regularly reviewed, verified for accuracy and ensured to comply with current regulations;
- The Road Fund up to date with its tax and social security obligations towards the tax authorities and the National Social Insurance Fund (NSIF);
- The tax bases applied to operational activities and works are accurate, justified and optimised, in strict compliance with tax legislation;
- Tax and social security risks identified, managed and significantly reduced;
- Year-end tax and social security closing procedures properly organised and secure;
- Provision of effective assistance during tax and social security audits, with defence of the Road Fund's interests;
- All tax litigation monitored, analysed and managed proactively and professionally;
- Capacity of the relevant staff built in relation to innovations, procedures and best practices in tax and social security matters;
- Provision of reliable technical advice and decision-making tools to the Road Fund regarding taxation and social security matters.

5- DELIVERABLES

The Consultant shall produce the following deliverables:

- a monthly report validated by the project team;
- a quarterly report validated by the Revenue Monitoring Committee;
- a final report on each phase;
- any technical opinion that may help the Project Owner make their decision concerning tax matters.

6 - DURATION OF THE MISSION

The estimated duration of the mission is eight (08) months.



7 - SELECTION PROCEDURE

The consultant will be selected in accordance with the procedure defined by Articles 117 and 118 of Decree No. 2018/366 of 20 June 2018 to institute the public contracts code, relating to the modalities for recruiting individual consultants.

8- APPLICATION FILE

Interested Consultants are invited to express their interest in fulfilling the mission. Accordingly, to be eligible, the application file must include the following:

8.1- Administrative documents:

- A dated and signed letter of expression of interest;
- A copy of taxpayer's registration;
- A certified copy of the trade register;
- An attestation of non-bankruptcy (less than 3 months old);
- A certificate from the NSIF confirming that no contributions are outstanding (less than 3 months old);
- A copy of the tax compliance certificate (less than 3 months old).

8.2.1 Technical Offer

- A detailed curriculum vitae, signed by the proposed expert;
- A certified true copy of the professional qualification in taxation, issued by the relevant authority;
- Supporting documents for relevant professional references (acceptance reports, copies of the first and last pages of contracts, or any other equivalent document).
- The detailed technical offer setting out the understanding of the assignment and the proposed methodological approach.

9 - PRE-QUALIFICATION CRITERIA

Pre-qualification shall be based on the following criteria:

A- Qualifications of the Expert 95 pts

The mission shall be carried out by a tax expert.

The rating grid is defined as follows:

- Holder of at least a university degree, GCE A-L+ 5 in taxation : **25 pts**;
- Registered with the National Order of Tax Consultants of Cameroon: **10 pts**;
- General professional experience: **20 pts** (2 pts/year);
- References in tax consulting: **30 pts** (6 pts/mission);
- References in tax consulting for public institutions: **10 pts** (5 pts/mission).

B- Presentation of file 5 pts

- Table of Contents, page numbering : 2 pts
- - Legibility of documents presented; 2 pts
- Separator sheets : 1 pt.

Upon acceptance of the pre-qualification file by the Tenders Board, the best ranked consultant having achieved a score of at least 80/100 will be notified by the Project Owner for further proceedings.

All administrative documents will be required at the next stage.



7

10- DATE AND PLACE OF SUBMISSION OF APPLICATION

The sealed envelope containing the expression of interest in sextuplicate (6), including one (1) original and five (5) copies, shall bear the following: *Call for Expression of Interest for the Recruitment of a Tax Consultant* **"To be opened only at the tender opening session"** must be **submitted no later than 17 April 2026**, to the following address:

ROAD FUND:

SNI building, 12th floor, Room 12-18 - MAIL OFFICE

PO Box: 6221 Yaounde- CAMEROON

Tel.: (237) 222 22 47 52

11 - FINANCING

The mission shall be financed by the Road Fund's operating budget - Line: 9BS612AC05/A2P1A60002/612050 - Site 03 - Financial Year 2026 - Maintenance Window.

The Road Fund Administrator

ESSAIE MOUSSA Aubin

19 MAR 2026